



REGISTRE
des DELIBERATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
de GOUDELIN

Envoyé en préfecture le 15/07/2020

Reçu en préfecture le 15/07/2020

Affiché le

ID : 022-212200653-20200709-20200709038-DE

L'an deux mille vingt, le neuf juillet à dix-neuf heures, le conseil municipal de Goudelin, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Laurent LE FAUCHEUR, Maire.

Convoqués : LE FAUCHEUR Laurent – LE MOAL Brigitte – SÉHAN Alain – ROUAULT Anne-Marie – GAUVAIN Michaël – LEFEBVRE Nathalie – TATON Bruno – DELVO SALAUN Rozenn – THOMAS Gwénaél – TACQUET Marie-Blanche – MORICE Christian – LE HEGARAT Valérie – MORICE Gildas – SEVRET Chrystel – VINCENT Louis – ILLIEN Anne-Yvette – LE GARFF-TRUHAUD Francette – CORLAY Gérald – MARTIN Marie-Christine.

Absent : /

Secrétaire : SEVRET Chrystel

DELIBERATION N° 20200709-038

Date de convocation : 3 juillet 2020

Objet : Baux professionnels au cabinet médical

M. Le Maire informe le conseil municipal que le forfait de charges relatif aux baux professionnels conclus au cabinet médical rue de Kerallec a été déterminé. Au regard des consommations réelles relevées jusqu'ici, il est envisagé d'émettre un titre de recettes à l'attention de Mme Philippot Karine qui occupe un local depuis fin 2018.

Par la suite, il a été convenu d'appliquer une provision pour charges de 50 € mensuels. Une régularisation interviendra une fois par an.

Par ailleurs, Mme Philippot Karine souhaite faire modifier son bail par avenant afin que sa collègue en soit également signataire.

Au vu de ces éléments, M. le Maire propose de définir les conditions de location suivantes :

- loyers mensuels, hors charges, payables d'avance le 1er de chaque mois et révisé chaque année en fonction des variations de l'Indice National du Coût de la Construction publié par l'INSEE :

• Mme Philippot / Mme Hillion : 200 €

• Mme L'Anton : 125 €

- charges locatives :

Provision pour charges incluant l'eau, l'électricité et les ordures ménagères: 50 € mensuels – régularisation une fois par an.

Les occupants feront leur affaire personnelle des prestations et abonnements relatifs à la téléphonie et toutes autres dépenses "traditionnellement" à charge des occupants dans le cadre d'une location d'immeuble.

- Gratuité des 6 premiers mois d'occupation du local
- Caution de 1 mois
- Frais d'acte pris en charge par la commune pour le local médical

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré par 3 voix contre et 16 voix pour,

- Autorise M. le Maire ou son représentant à signer les contrats de baux professionnels ainsi que tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de ce dossier tel que présenté.

Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme,

Le Maire,

Laurent LE FAUCHEUR

